

BILAN 2018-2019

Service aux collectivités

Conjuguer savoir universitaire et savoir citoyen

Agentes de développement

Geneviève Chicoine

Carmen Fontaine

Lyne Kurtzman

Ève-Marie Lampron

Mélanie Pelletier

Marie Eve Rioux-Pelletier

Josée-Anne Riverin

Directeur

Marcel Simoneau

Secrétaire de direction

Maryse Dupré

23 septembre 2019

www.sac.uqam.ca

sac@uqam.ca

514-987-3177

400, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec)

Table des matières

INTRODUCTION	1
FAITS SAILLANTS EN 2018-2019	2
Projets et activités	2
40 ans d'engagement !	3
Exploration d'un « volet étudiant » au SAC.....	4
Engagement de l'université envers les collectivités. Pour qui ? Pourquoi ?	4
Ressources humaines	5
Actions à portée institutionnelle du SAC	5
Subventions de recherche et de formation	7
PRINCIPAUX ENJEUX POUR 2019-2020	8
DOMAINE COMMUNAUTAIRE.....	9
Quelques chiffres	9
Synthèse thématique.....	10
Enjeux et perspectives	12
DOMAINE FEMMES ET RAPPORTS DE SEXES	14
Quelques chiffres	14
Des faits saillants.....	15
Des thématiques récurrentes	17
Conclusion et perspectives	19
DOMAINE SYNDICAL.....	20
Portrait des activités	20
Quelques thèmes porteurs	21
Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités.....	24
Perspectives pour 2019-2020	25
REMERCIEMENTS	26

Introduction

Ce rapport annuel du Service aux collectivités (SAC) 2018-2019 est le fruit de la collaboration étroite des agentes de développement, de la secrétaire du service et de son directeur. Il est présenté à la vice-rectrice à la Recherche, à la création et à la diffusion et au Comité des services aux collectivités (CSAC). On y retrouve des informations sur les projets soutenus par l'équipe du SAC, terminés, en cours ou en développement en 2018-2019, ainsi que des données quantitatives globales sur le financement, les partenaires, pour l'ensemble des trois domaines du service, soit communautaire, femmes/rapports de sexes et syndical. Ce rapport est aussi déposé sur le site internet du SAC pour consultation.

Faits saillants en 2018-2019

Cette section du rapport vise à présenter un bref bilan quantitatif et qualitatif (activités et enjeux marquants, propres aux domaines ou transversaux) de l'année 2018-2019.

Projets et activités

Le tableau suivant résume la situation relative aux projets en cours en 2018-2019 et au financement obtenu pendant cette période.

Projets et activités 2018-2019	
AMORCÉS, EN COURS OU TERMINÉS	
Type de projets/activités	Nombre
Projets de recherche	80
Projets de formation	19
Activités de transfert	12
Projets d'expertise	18
Total	129
SOUTIEN FINANCIER	
Type de soutien	Montant
Interne	135 950 \$
Externe	778 076 \$
Total	914 026 \$
DÉGRÈVEMENTS	
Nombre d'heures de dégrèvement	225 heures
PARTENAIRES UNIVERSITAIRES ET COLLECTIVITÉS	
Type de partenaire	Nombre
Professeurs-es et chargés-es de cours	166
Facultés et école de l'UQAM	7
Étudiants-es	145
Groupes partenaires	142

40 ans d'engagement !

L'année 2018-2019 est significative sur le plan historique, marquant non seulement le cinquantième anniversaire de l'UQAM, mais également le quarantième anniversaire du Service aux collectivités.

Pour l'occasion, le SAC a organisé un lancement public de la monographie « La coconstruction des connaissances : l'expérience du Service aux collectivités de l'UQAM : une inspiration majeure pour le TIESS¹ ».



Lancement de la monographie en novembre 2018

De gauche à droite (membres de l'équipe autorale) : Eve-Marie Lampron, Geneviève Létourneau-Guillon, Michel Lizée, Josée-Anne Riverin, Sylvie De Grosbois, Mélanie Pelletier, Vincent Van Schendel, Denis Bussièrès, Jean-Marc Fontan, Geneviève Chicoine et Lyne Kurtzman. Crédit photo : UQAM

Ce contexte apparaît judicieux pour souligner l'engagement formidable de deux personnes retraitées qui ont eu, et continuent d'avoir un impact important dans la société québécoise : madame Ruth Rose, professeure associée au Département de sciences économiques et monsieur Michel Lizée, agent de développement au Service aux collectivités de 1972 à 2013. En effet, Ruth Rose poursuit nombre de travaux visant à documenter l'appauvrissement des femmes. Au cours de l'année, elle a soutenu plusieurs groupes de femmes et communautaires pour la rédaction d'outils et de mémoires sur l'équité salariale, sur l'assurance emploi, sur la sécurité économique des femmes, particulièrement les travailleuses non syndiquées. Son travail soutenu comme consultante ou formatrice sur ces questions force le débat démocratique et la mise en place de mesures égalitaires, le gouvernement projetant de mettre en place, notamment, une loi proactive sur l'équité salariale (C86).

Quant à Michel Lizée, soulignons simplement qu'il n'a jamais cessé d'offrir des formations et de l'accompagnement dans le milieu communautaire, notamment sur le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes, qu'il a lui-même contribué à mettre sur pied dès 2004. Cet exemple de développement structurant au SAC a germé dès 1980 (avec la professeure Rose), et, cette année encore, Michel Lizée était actif pour le développement du régime de retraite et l'élaboration de fonds et de politiques de placement.

¹ Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) et Service aux collectivités (SAC-UQAM). (2018) [La coconstruction des connaissances : l'expérience du Service aux collectivités de l'UQAM : une inspiration majeure pour le TIESS.](#)

Exploration d'un « volet étudiant » au SAC

En droite ligne avec une orientation de son plan stratégique, le SAC a lancé une réflexion de fond afin d'accroître les possibilités d'engagement communauté-université offertes aux étudiants-es. De novembre à mars, des consultations ont été menées auprès des partenaires sociaux et différents acteurs-trices de l'UQAM (étudiants-es, professeurs-es, vice-doyens-nes aux études, etc.). Un portrait recensant des initiatives de collaboration communauté-université a aussi été réalisé afin de mieux connaître les pratiques inspirantes à l'UQAM et ailleurs.

C'est dans cette optique que les agentes du domaine communautaire ont participé en janvier à une journée d'échanges à l'Université de Toronto, avec les universités de Guelph et McMaster. Elles y ont présenté le modèle du SAC et ont recueilli les pratiques d'engagement communautaire de ces universités avec leurs étudiants-es. Un rapport exploratoire incluant des recommandations a été présenté au vice-rectorat, et il s'agit maintenant de trouver le financement et les leviers nécessaires pour mettre sur pied ce volet, qui suscite beaucoup d'intérêt de la part de nos partenaires.

Engagement de l'université envers les collectivités. Pour qui ? Pourquoi ?

Le SAC a organisé et animé le 4 février 2019 une demi-journée d'études (en collaboration avec le réseau canadien CFICE – *Community-First Impacts of Community Engagement*) sur la mission sociale des universités. Les discussions ont porté sur l'importance de valoriser davantage cette mission sociale universitaire, de partir des besoins des citoyens-nes afin de développer des recherches et formations ainsi que sur le défi de diversifier les approches pour mobiliser et diffuser les connaissances. L'enjeu de reconnaître les savoirs des groupes partenaires et leur contribution à l'avancement des connaissances a été discuté dans tous les ateliers composés de groupes et de professeurs-es venant de diverses universités. Invitée à prendre la parole au terme des ateliers, une conseillère au bureau du Scientifique en chef du Québec a annoncé un nouveau programme des Fonds de recherche du Québec (FRQ) sur l'engagement citoyen en recherche inspiré de l'approche du SAC, les projets devant être portés à la fois par des citoyens-nes et des membres de communautés de recherche.

Ressources humaines

L'équipe du SAC a fait l'objet de mouvements de personnel importants au cours de l'année 2018-2019. D'abord, le prêt de service depuis l'été 2018 de la titulaire du poste relié au domaine syndical a été prolongé jusqu'en mai 2020. Un premier remplacement a été effectué au cours de l'automne par Carmen Fontaine, puis Marie Eve Rioux-Pelletier s'est jointe à l'équipe en mai pour une affectation d'un an. Suite au départ à la retraite de Claire Vanier à l'automne 2018, Josée-Anne Riverin, est devenue titulaire de ce poste au domaine communautaire. Dans le cadre d'un projet spécial, financé par une subvention, Mélanie Pelletier a rejoint le SAC pour effectuer des consultations et répertorier les initiatives universitaires favorisant les expériences étudiantes en engagement communautaire. Elle a ensuite remplacé Josée-Anne Riverin dès le début de son congé de maternité. Enfin, le contrat d'Ève-Marie Lampron, agente au SAC depuis 2016, a été renouvelé à temps partiel pour répondre aux besoins accrus du domaine femmes et rapports de sexes.

Actions à portée institutionnelle du SAC

Les membres de l'équipe du SAC prennent part à différents comités et participent au développement d'un éventail d'activités. En plus de contribuer au rayonnement du SAC, cette implication favorise le réseautage, le développement de partenariats et de programmes de recherche novateurs, tel le nouveau programme sur l'engagement citoyen annoncé par les Fonds de recherche du Québec pour l'automne 2019.

- > Participation d'une agente du domaine communautaire, puis du domaine femmes, au Comité des services aux collectivités (CSAC) de l'UQAM.
- > Participation d'une agente du domaine femmes du SAC aux comités interservices, Mobilisation des connaissances et Rayonnement de la recherche, du Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion (VRRCD) de l'UQAM.
- > Participation d'une agente du domaine femmes au projet « Nouvelles Alliances » mené avec Relais-femmes qui vise à mettre sur pied des partenariats universités-communautés pour plus de savoirs en égalité des sexes inspirés du modèle du SAC dans deux universités québécoises, Université Laval et Université de Sherbrooke.
- > Coordination de la rédaction de la monographie sur le SAC dans le cadre d'un projet de transfert de connaissances entre l'UQAM et le TIESS.
- > Co-organisation de la journée d'études sur la recherche-action (janvier 2019) avec Florence Piron (Université Laval), Isabel Heck (Parole d'excluEs) et Jean-Marc Fontan (UQAM).
- > Deux ateliers présentés dans le cadre de la série *Enjeux de la recherche* de l'UQAM :
 - Perspectives autochtones en recherche, organisé par Josée-Anne Riverin, 15 novembre 2018;
 - Le rôle des étudiants-es dans des projets partenariaux université/collectivité, organisé et présenté par Ève-Marie Lampron et Mélanie Pelletier, 21 mars 2019.

- > Remise de trois bourses, par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM :
 - Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1 500 \$) octroyée à Alexandra Lorange, étudiante à la maîtrise en droit;
 - Bourse du Fonds de recherche du Service aux collectivités (1 000 \$) octroyée à Agathe Kissel, étudiante à la maîtrise en travail social, concentration en études féministes;
 - Bourse du Fonds du Service aux collectivités (1 500 \$) octroyée à Maëlle Brouillette, étudiante à la maîtrise en travail social.
- > Participation et présentation du SAC par les agentes du domaine communautaire à une journée d'échange de pratiques sur l'engagement université-communauté à l'Université de Toronto, avec l'Université Guelph et McMaster.
- > Participation d'une agente du domaine femmes avec le directeur du SAC à des réflexions publiques organisées par les Fonds de recherche du Québec sur l'engagement citoyen et le financement de projets.
- > Participation d'une agente du domaine communautaire avec le directeur du SAC aux consultations du programme SHIFT de Concordia pour la transformation sociale dans le cadre d'une collaboration UQAM-Concordia.

Le directeur du SAC a également participé aux conseils d'administration et comités exécutifs ainsi qu'aux événements spéciaux suivants :

Conseils d'administration et comités exécutifs

- > Comité exécutif et conseil d'administration du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
- > Conseil d'administration de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- > Comité de pilotage du programme « CHNGR Mtl », réseau interinstitutionnel qui œuvre au service des étudiants-es pour supporter le développement de compétences en économie sociale et solidaire.
- > Renouvellement du mandat de co-vice-président de *Community-Based Research Canada*
- > Comité de pilotage de *Community-Campus Engage Canada* (CCEC) pour la contribution du SAC aux tables rondes pancanadienne, et par la journée d'étude du 4 février 2019
- > Comité de pilotage au Réseau Ville Autrement pour un partenariat avec la Table du faubourg Saint-Laurent

Événements spéciaux

- > Séminaire international à l'Université de Dakar en décembre 2018 sur la 3^e mission de l'enseignement supérieur et de la recherche, organisé par le réseau européen ALLISS.
- > 1^{er} Séminaire de la boutique des sciences, à l'invitation de l'Université Lyon 2 pour présenter le Service aux collectivités et échanger avec la Direction de l'université sur la coconstruction de connaissances avec les groupes de citoyens-nes.
- > Présentation du Service aux collectivités au Congrès international en recherche-action à San Diego en juin 2018.

Nouveau mandat au Fonds des services aux collectivités, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

L'UQAM a désigné le directeur du SAC au comité d'évaluation du Fonds des services aux collectivités (ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, MEES). C'est un retour de la direction du SAC, après une absence de quelques années à ce comité composé de membres universitaires et de groupes communautaires pour l'évaluation de tous les projets des universités présentés à ce Fonds.

Subventions de recherche et de formation

L'enveloppe PAFARC (Programme d'aide financière à la recherche et à la création) volet services aux collectivités a été augmentée de 20 % en 2018-2019 par le VRRCD, pour totaliser un premier sommet de 120 000 \$ par année. Cet ajout répond à des besoins croissants de soutien aux actions de transfert et diffusion dans les projets de recherche approuvés par le Comité des services aux collectivités (CSAC).

Quant au Fonds des services aux collectivités du MEES, qui a été relancé après un an d'arrêt en 2017-2018, notons que trois projets accompagnés par le SAC ont reçu des subventions totalisant 146 300\$ en 2018-2019. Ces projets développés en partenariat avec des groupes, sont d'une durée de deux ans et portent sur des activités de formation et d'accompagnement. Ils sont détaillés dans la section du domaine communautaire.

Principaux enjeux pour 2019-2020

Depuis quelques années, les trois domaines du SAC font l'objet d'une croissance des demandes de projets de recherche et de formation de la part des collectivités, mais aussi de demandes en service-conseil et de représentation/coordination à des comités externes. Ces besoins se caractérisent maintenant non seulement par leur volume, mais par des plans de développement à grande échelle (par exemple, en réponse à des politiques gouvernementales), des réflexions collectives sur des transformations sociales ou des opportunités de regroupement pour des projets transversaux. C'est pourquoi, depuis 2015, deux agentes contractuelles ont pu être maintenues à temps partiel au sein de l'équipe. Mais malgré ces efforts, il n'est pas possible de répondre à toutes les nouvelles demandes portées à l'attention du SAC. En parallèle à cet enjeu important de consolidation des ressources humaines, principale richesse du SAC, il a fallu en 2018-2019 composer avec des départs (affectation, retraite, congés temporaires) et l'intégration de nouvelles agentes.

Malgré tout, l'équipe du SAC a su maintenir sa qualité de prestation de services à tous les niveaux, tout en améliorant des processus : formulaires d'évaluation de projets pour le CSAC, encadrement de nouvelles collaborations, contribution à des événements spéciaux (journées d'études, séminaires, etc.). De plus, le SAC a pris le leadership pour un autre enjeu important, soit le développement d'un volet d'engagement étudiant dans les collaborations universités-communautés. Il faut noter que cette nouvelle orientation répond à des besoins déjà encadrés par d'autres universités, certains étant connus sous l'appellation « apprentissage expérientiel ». C'est dans ce contexte stimulant que doit être comprise la volonté du SAC de développer de nouvelles orientations de services, tout en maintenant la qualité de son appui à la mission sociale de l'UQAM, par ses collaborations avec des collectivités de différents milieux.

Enfin, les collaborations « universités-collectivités » font aussi l'objet d'un intérêt croissant sur le plan international, comme en témoignent plusieurs initiatives de projets interuniversitaires en recherche, création et diffusion, des invitations à des séminaires et des réflexions sur de nouveaux modèles de partenariats universités-collectivités. Le SAC entend donc être, plus que jamais, bien ancré dans son milieu, tout en étant à l'avant-garde des réflexions et développements reliés à la mission sociale universitaire.

Domaine communautaire

Ce bilan présente les faits saillants du domaine en commençant d'abord par un portrait en quelques chiffres des activités, puis quelques thèmes porteurs qui les ont traversées. Nous terminerons avec quelques perspectives pour la prochaine année. Soulignons qu'au niveau de l'organisation interne du domaine, l'année 2018-2019 en a été une de mouvements. Après le départ à la retraite de Claire Vanier, c'est au tour de Josée-Anne Riverin de s'absenter pour une année, afin de se consacrer à un beau projet partenarial (nommé Laurence). Nous avons donc le grand plaisir d'accueillir Mélanie Pelletier.

Fort de ses expériences dans le milieu communautaire et de l'économie sociale, tant au niveau du transfert de connaissances que de la recherche partenariale, Mélanie a notamment commencé son mandat en explorant les possibilités de développer un volet étudiant au Service aux collectivités.

Quelques chiffres

Cette année, les agentes du domaine communautaire ont accompagné **56 projets**, dont 15 se sont terminés. Il s'agit de :

- > 13 projets de formation
- > 35 projets de recherche
- > 6 consultations ou demandes d'expertises
- > 2 projets de diffusion

Il est à mentionner que de nombreuses activités de transfert et mobilisation liées aux projets de recherche et de formation ont été réalisées, tels que des forums citoyens, des ateliers participatifs, des séances de codesign avec des organismes et citoyens-nes, etc.

Au total, ce sont **68 groupes partenaires**, **56 professeurs-es et chargés-es de cours** issues des six facultés et école de l'UQAM, et plus de **55 étudiants-es** qui ont œuvré à ces projets.

Au niveau du **financement**, ces projets ont bénéficié d'appuis internes (82 229,50 \$) et externes (301 589 \$²), pour un total de **383 818,50 \$**. De plus, **180 heures** de dégrèvement de recherche ont également été octroyées pour des professeurs-es dans le cadre de ces projets.

Sans compter tous les **apports considérables, mais non comptabilisés** des groupes partenaires, tant en ressources humaines que matérielles.

² À noter que les investissements financiers des partenaires n'ont pas tous été recensés.

Synthèse thématique

Dans le contexte particulier que nous avons décrit plus haut, cette année a donc été davantage axée sur le déploiement des projets en cours. Ainsi, nous vous présentons quelques développements qui ont particulièrement fait écho à des enjeux saillants de l'année passée.

Plusieurs projets qui se sont terminés ont, comme c'est souvent le cas, servi de leviers structurants. À cet égard, nous sommes fières d'annoncer que nos 3 projets de formation soumis au Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur ont tous été sélectionnés et seront déployés à travers plusieurs régions du Québec, et ce pendant les 2 prochaines années. Ces projets sont tous dans la continuité de projets de recherche PAFARC, volet 2, accompagnés par les agentes. Il s'agit de :

- > Entraves à la liberté d'expression : les règlements municipaux sous la loupe, de la Ligue des droits et libertés et la professeure Lucie Lemonde;
- > Les pratiques d'action communautaire et l'autonomie des usager.e.s. Orientations, appropriation et pérennisation, du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA), du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) et du professeur Michel Parazelli;
- > Le soutien communautaire des aîné-e-s en situation de vulnérabilité : programme de formation et d'accompagnement pour les travailleurs de milieux, élaboré par Projet changement et la professeure Marie-Emmanuelle Laquerre.

Il est intéressant de souligner que deux de ces projets visent l'action communautaire, tant en regard de la réflexivité de son action et de ses pratiques, que de ses rapports à l'État. On se rappellera qu'il s'agissait d'un thème d'importance de notre [dernier bilan](#) (p. 9, *Regards croisés sur l'action communautaire*).

Ancrage territorial et mobilisation citoyenne

Nous annonçons déjà l'an passé la place grandissante de projets portant sur l'action citoyenne et communautaire face au développement du territoire. Cette année aura été riche de projets qui, même si parfois toujours en cours, sont porteurs de retombées significatives, tant pour les collectivités que pour le milieu universitaire. Pensons aux deux phases (recension d'écrits et expertise) portant sur la Fiscalité différenciée appliquée aux coopératives d'habitations, qui se sont conclues par un rapport de recherche et un mémoire. Ce mémoire de la Fédération des Coopératives d'Habitation Intermunicipale du Montréal Métropolitain (FECHIMM) a été déposé à la Commission sur les finances et l'administration de Montréal. Cette dernière a retenu dans ses recommandations l'attribution d'un statut fiscal différencié pour les coopératives et les OBNL d'habitation. Les recommandations ont également été reprises dans le rapport de l'Office de consultation publique de Montréal portant sur le secteur des Faubourgs.

Le déroulement de la recherche en cours sur le développement du secteur Bridge-Bonaventure de Pointe-Saint-Charles (Pour un développement du secteur Bridge-Bonaventure cohérent avec les besoins des résidents-es de Pointe-Saint-Charles et de Montréal) a été bousculé par l'actualité cette année. Ainsi, les acteurs de la table Action-Gardien, appuyés par l'équipe de recherche et de

nombreux étudiants.es, ont entrepris des rencontres avec les citoyens-nes, et se préparaient à la tenue d'une activité citoyenne importante à la fin du mois de mai 2019.

Par ailleurs, la recherche Montréal transitoire : Innover socialement et durablement sur le cadre bâti sur l'occupation transitoire, avec le groupe Entremise et les professeurs Sylvain Lefebvre et Taïka Baillargeon, a pour sa part tôt fait de se déployer en un projet pilote d'envergure en partenariat avec l'UQAM et le Quartier des spectacles. La création du projet novateur *Réseau Ville Autrement : un quartier des spectacles en transition* s'est d'ailleurs mérité le prix Étincelle 2019 de l'UQAM.

Notre partenariat structurant débuté en 2013 avec la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent (TCFSL) se poursuit, tant par notre engagement au sein du conseil d'administration et du comité de suivi du Plan de quartier, que par la réalisation de plusieurs projets. Tout d'abord, la recherche sur les écoles inclusives et communautaires Un projet d'école en centre-ville : connaître les possibles pour mieux soutenir son développement, a été appuyée par un comité de parents très impliqué et a mené à la tenue d'un grand forum des parents du faubourg en novembre 2018. Ensuite, nous avons coordonné l'élaboration d'un stage pour étudier l'intégration sociale et physique du projet multi-usage du Quadrilatère de la Miséricorde, dont le rapport a été déposé dans le cadre des consultations du PPU des faubourgs. Enfin, quatre séances de codesign avec différents acteurs du milieu ont été organisées ce printemps par des professeurs-es et des étudiants-es d'études urbaines et de design pour tracer les lignes directrices d'un aménagement inclusif de l'îlot de la Grande Bibliothèque.

Enfin, l'implication auprès de groupes de Montréal-Nord se poursuit, avec notamment les groupes Concertation petite enfance Montréal-Nord, Entre-Parents, et la professeure Liesette Brunson, dans un projet de recherche portant sur l'expérience des services en petite enfance des familles du quartier. Un comité de parents-chercheurs a été mis sur pied et s'implique activement dans cette recherche.

Soulignons que ces projets ont en commun le croisement riche entre diverses disciplines (géographie, études urbaines et touristiques, design, gestion, psychologie, etc.), l'apport essentiel de nombreuses personnes étudiantes et une participation citoyenne importante.

Environnement et transition écologique

Nous avons souligné l'an passé que le CSAC et les agentes du communautaire se questionnaient depuis quelques années sur le peu de demandes reçues touchant à des problématiques environnementales. Cette année marque un revirement majeur avec le développement de trois projets de recherche abordant ces enjeux d'actualité, et les défis qui s'y rattachent.

À cet égard, le nouveau projet de recherche réunissant le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et des professeures membres du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) aborde les enjeux écologiques, politiques, économiques et éthiques cruciaux liés aux choix sociétaux de production, de distribution et de consommation d'énergie. Ce projet vise à cerner les perspectives de déploiement d'une initiative structurante de coformation pour l'action collective, sur la question

énergétique, impliquant des groupes écologistes établis, des comités écocitoyens émergeant de même que les milieux académiques engagés sur cette importante question.

De plus, une recherche en partenariat entre le Conseil des bassins versants des Mille-Îles (COBAMIL) et une équipe de chercheurs-es et d'étudiants-es en sciences de la terre, permettra entre autres d'initier le groupe aux approches hydrologiques et géochimiques dans l'évaluation des flux de nutriments.

Enfin, une réflexion émanant d'une communauté de pratique sur l'environnement et le développement durable de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) s'est concrétisée en un projet de recherche avec la professeure Olga Navarro-Flores sur les liens entre les OCI et les entreprises privées.

Autochtonie

Notre collaboration avec les groupes autochtones depuis plus d'une décennie se poursuit. Ainsi, la 2^e édition de l'école d'été sur la gouvernance autochtone au féminin, réalisée avec Femmes Autochtones du Québec et la faculté de science politique et de droit, s'est tenue à l'été 2018, avec 10 participantes issues de 4 communautés. Un franc succès qui a bénéficié de l'appui du Secrétariat à la condition féminine et du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Nous maintenons notre préoccupation à répondre aux besoins des groupes tels qu'ils les définissent eux-mêmes. Nous avons donc organisé un atelier des enjeux de la recherche à l'UQAM, portant sur les perspectives autochtones en recherche, afin de témoigner de démarches respectueuses et principes à respecter pour développer des alliances fructueuses avec les communautés autochtones.

Enjeux et perspectives

Bien que la situation de restriction en ressources humaines qui perdure depuis septembre 2018 se traduise par un nombre un peu moindre de projets comparativement à l'année dernière, le domaine communautaire arrive à soutenir des partenariats qui ont des impacts importants, dans des problématiques et des champs très divers. Cette réalité a toutefois fait en sorte que nous n'avons pas été en mesure de répondre à toutes les demandes, et que nous avons donc dû mettre en place une liste d'attente. La mission du SAC, qui est de répondre à des besoins **portés par les groupes sociaux ayant peu ou pas accès aux ressources universitaires**, demeure notre point d'ancrage lorsque des choix s'imposent.

Rappelons aussi que le domaine communautaire n'est pas appuyé par un protocole ou un comité conjoint avec des représentants des milieux, comme le sont les domaines femmes et syndical. Le travail de veille et de liaison auprès des milieux (multiples dans notre domaine) nécessite du temps et dans le contexte organisationnel actuel, force est de constater que nous peinons à l'assurer. L'enjeu demeure de pouvoir rejoindre les groupes plus marginalisés, ou qui nous connaissent peu. C'est un constat qui traverse par ailleurs tout le Service et qui continuera de faire partir de nos préoccupations.

À la suite de la journée de réflexion sur l'engagement de l'université envers les collectivités du 4 février 2019, réalisée notamment avec les partenaires communautaires, il nous apparaît essentiel

de mettre en place dès maintenant des mesures cohérentes avec cette démarche. Par exemple, une mesure toute simple : inscrire et chiffrer les apports des partenaires sociaux dans toutes nos demandes d'appui. La reconnaissance de leur engagement et sa rétribution éventuelle exige selon nous de la visibiliser davantage.

Dans la perspective d'appuyer les groupes afin qu'ils s'inscrivent pleinement dans une approche de coconstruction, nous envisageons de travailler à l'amélioration de nos connaissances et de nos pratiques de co-analyse au sein des partenariats, ainsi que les modalités éthiques qui s'y rattachent.

Finalement, ayant travaillé avec conviction à réfléchir et mettre en place les premières assises d'un volet étudiant du Service aux collectivités, nous espérons que l'institution saura y reconnaître son intérêt pour, à la fois actualiser sa mission sociale et, offrir à ses étudiants-es des expériences académiques et citoyennes des plus riches.

Domaine femmes et rapports de sexes

L'année qui s'est terminée le 30 avril 2019 est marquée par une activité intense tant sur le plan de la recherche, de la formation, du transfert que de la consultation/expertise. Ce dernier type de réalisation a fortement marqué la période en termes de rayonnement pour le Service aux collectivités.

Deux rencontres du Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes ont eu lieu au cours de l'année, soit le 5 octobre 2018 et le 7 février 2019. Huit membres en font partie, représentant le Service aux collectivités, Relais-femmes et l'Institut de recherches et d'études féministes³. Le présent rapport vise à donner un portrait succinct des activités de l'année, à en dégager des faits saillants et des perspectives en regard de la progression des connaissances sur l'égalité entre les femmes et les genres.

Quelques chiffres

Quelque 49 projets et activités d'ampleur différente, parmi lesquels 3 impliquent d'autres domaines du SAC, figurent au bilan de l'année. Ces 49 projets et activités se déclinent comme suit : 27 projets de recherche (2 en développement), 4 projets de formation (1 en développement), 10 activités de diffusion/transfert/mobilisation des connaissances (1 en développement) et 11 consultations/expertises. Au total, 71 professeurs-es et chercheurs-euses, 103 professionnels-les et intervenants-es, 60 étudiants-es (plusieurs en études féministes) et 60 groupes différents ont été impliqués dans les activités de l'année. De l'UQAM, on compte 38 professeurs-es et 55 étudiants-es. Mentionnons que plusieurs de ces professeurs-es sont impliqués-es dans plus d'un projet, et que la plupart d'entre elles sont membres de l'Institut de Recherches et d'Études Féministes (IREF).

En 2018-2019, le financement global des projets s'est élevé à 510 716 \$⁴, se déclinant de la façon suivante : 199 516 \$ pour le secteur recherche (dont 23 037 \$ du PAFARC-Volet 2), 92 900 \$ pour le secteur formation, 70 280 \$ pour le secteur diffusion/transfert et 148 020 \$ associé au secteur consultation/expertise. Le financement global des projets est donc plus élevé que l'année précédente (458 187 \$).

³ Membres du Comité conjoint 2018-2019: Lise Gervais, coordonnatrice à Relais-femmes; Yasmina Chouakri, responsable du volet Femmes de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI); Manon Monastesse, directrice de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes du Québec; Rachel Chagnon, directrice de l'IREF, UQAM; Olga Navarro-Flores, département de management et technologie, UQAM; Marcel Simoneau, directeur du Service aux collectivités, UQAM; Lyne Kurtzman, responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes, SAC, UQAM; Eve-Marie Lampron, agente de développement, SAC, UQAM (invitée).

⁴ Ce montant n'inclut pas les demandes de dégrèvement et les contributions reliées au budget de la Direction du SAC.

Outre les PAFARC-Volet 2, on note des apports internes de la part du SAC/Fonds de fonctionnement du Protocole, de la Faculté de communication, du perfectionnement du Syndicat des chargées et chargés de cours de l'Université du Québec à Montréal (SCCUQ) et du Syndicat des employées et employés de l'Université du Québec à Montréal (SEUQAM), de la Fondation de l'UQAM (don de la professeure retraitée Ruth Rose pour des projets SAC) ainsi que de chercheurs-euses individuellement. Les subventions externes (à hauteur de 465 985 \$) proviennent de Condition féminine Canada (133 000 \$), du Secrétariat à la condition féminine du Québec (49 601 \$), du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (81 357 \$), du Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation (50 000 \$), du Réseau québécois en études féministes/ Fonds de Recherche du Québec - Société et Culture (FRQSC) (37 113 \$), de la Fondation Valéro (35 000 \$), de groupes de femmes ou autres organismes sans but lucratif impliqués dans les projets (28 914 \$), du ministère de l'Éducation (25 000 \$), du ministère de la Justice du Canada (10 000 \$), du Réseau de recherche en santé des populations du Québec (5 000 \$), du ministère de la Justice du Québec (5 000 \$), du FRQSC (4 000 \$) et de la Société de développement des entreprises culturelles (2 000 \$).

Des faits saillants

Une année marquée par la diffusion et le transfert des connaissances

18 projets et activités ont trouvé leur terme cette année, générant de nombreuses diffusions, qu'il s'agisse deancements (4), de symposiums (2), d'ateliers ou de rencontres diverses. Le Congrès international des recherches féministes dans la francophonie figure en tête de liste avec 11 communications associées à des projets du Protocole, auxquelles s'ajoute un atelier avec Relais-femmes et le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDÉACF) visant la création d'un réseau de transfert des connaissances dans la francophonie. Des subventions du CRSH et du FRQSC – via notamment le Réseau québécois en études féministes (RéQEF) ainsi que la nouvelle enveloppe transfert du PAFARC – ont permis un tel déploiement du transfert des connaissances, entraînant une meilleure appropriation des résultats des recherches par les collectivités.

L'expertise spécifique des agentes du SAC : une ressource en demande

L'essor du champ de la recherche partenariale exerce une forte influence sur l'activité des professionnelles du Protocole, Lyne Kurtzman et Eve-Marie-Lampron. Leur expertise spécifique est fréquemment sollicitée dans divers contextes afin de faire valoir le modèle du SAC et d'en tirer des enseignements. Outre leur rôle joué dans le développement de partenariats au sein de projets ou réseaux (RéQEF, CRSH-Partenariat, Réseau canadien d'égalité des genres), soulignons leur contribution sous la forme d'un article (sur demande) publié dans la revue scientifique internationale *Nouvelles Questions Féministes : Coconstruire des connaissances féministes : l'exemple du Service aux collectivités*⁵. De manière analogue, l'audacieux projet initié par Relais-femmes, *De nouvelles alliances pour plus de savoirs en égalité des sexes*, s'appuie sur l'expérience du SAC pour la mise sur pied de structures de collaborations partenariales en égalité des sexes dans deux universités québécoises (Laval et Sherbrooke). Tant en raison de leurs connaissances des

⁵ <https://www.cairn.info/revue-nouvelles-questions-feministes-2018-2-page-14.htm>

enjeux, des institutions et des bonnes pratiques partenariales, les agentes participent aux comités de direction de deux chaires universitaires (violences sexuelles et sexistes; inclusion/exclusion des personnes LGBTQ), qui gèrent d'importants partenariats de recherche interuniversitaires et intersectoriels. Enfin, l'expertise des agentes en animation et sur des problématiques diverses (protocoles éthiques, communautés virtuelles de pratique, pédagogies féministes) est également mise à contribution afin de répondre à des besoins des groupes.

Des collaborations soutenues avec Relais-femmes, l'IREF et le RéQEF

La quasi-totalité des professeures associées aux projets du Protocole est membre de l'IREF, et une importante partie est également membre du RéQEF. Plusieurs activités conjointes ont été organisées en cours d'année, notamment une table ronde sur les représentations médiatiques des femmes en politique (septembre 2018) avec l'IREF, et le Symposium sur les violences sexuelles en milieu d'enseignement supérieur (mai 2018) avec le RéQEF. Rappelons le soutien précieux du RéQEF au démarrage de recherches et à leur diffusion. Fait inédit : le Comité conjoint entreprend la démarche de se doter d'un logo conjoint IREF, SAC et Relais-femmes afin de rendre visible le caractère tripartite du Protocole.

Des retombées d'envergure

L'enquête ESSIMU (Sexualité, sécurité et interactions en milieu universitaire) continue de générer des retombées à la fois sociales et académiques. Radio-Canada a désigné la professeure Manon Bergeron comme Scientifique de l'année 2018. Ce titre souligne « sa contribution à la science et à la société en fournissant des données qui ont fait grandement avancer les connaissances au sujet des violences sexuelles ». Il y a lieu de se réjouir qu'une chercheuse, en sciences humaines, obtienne cette prestigieuse distinction qui n'avait pas été accordée à une femme depuis près d'une décennie. La professeure obtient également la première chaire dédiée à la recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur. Les travaux de la chaire s'inscriront dans la foulée d'ESSIMU, dont l'équipe s'est vu accorder un CRSH-Développement de partenariat visant à documenter plus largement les violences sexuelles dans les milieux d'enseignement supérieur. La professeure est également responsable d'Empreinte, le programme de prévention des agressions à caractère sexuel dans les écoles secondaires coconstruit et expérimenté avec les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) au cours des dernières années. Depuis son évaluation scientifique (rapport d'évaluation paru cette année) le programme vole de ses propres ailes et reçoit un accueil très positif à travers le Québec. Durant l'année scolaire 2018-2019, 26 CALACS ont diffusé le programme : 1) auprès des élèves (105 écoles dont 7 écoles anglophones et 2 écoles autochtones, plus de 23 000 jeunes rejoints); 2) auprès du personnel scolaire (formation dans 36 écoles, 604 personnes formées; 3) auprès des parents (plus de 2 000 visionnements des capsules).

Les retombées des projets sont multiples et diverses. L'étude Les représentations médiatiques des femmes aux élections municipales, qui a mis en lumière l'aspect genré et différencié de la représentation des politiciennes, a généré une couverture médiatique significative et a donné lieu à des ateliers de transfert à la Fédération des journalistes professionnels du Québec. Une phase 2 de la recherche verra le jour grâce au soutien fédéral du ministère de l'Égalité des femmes et des genres. L'outil Votre antiféminisme, nos répliques, écoulé à 2 000 exemplaires à ce jour, a réuni

200 personnes à son lancement, et 3 ouvrages scientifiques sont en cours. Finalement, la recherche Promouvoir des programmes d'éducation à la sexualité positive, inclusive et émancipatrice, utilisée par les syndicats et par différentes instances gouvernementales impliquées dans le développement des programmes, a donné lieu à un colloque sur le rôle des groupes communautaires dans l'éducation à la sexualité.

Des thématiques récurrentes

Les violences faites aux femmes dans différents contextes

La thématique des différentes violences subies par les femmes traverse depuis plusieurs années les projets développés au Protocole, et l'année 2018-2019 n'y fait pas exception. Ces projets interdisciplinaires (droit, travail social, sexologie, psychoéducation, criminologie) portent tant sur les violences conjugales que sur celles qui sévissent hors de la famille, soit à l'école, dans les établissements d'enseignement supérieur ou encore dans les voies publiques (harcèlement de rue). Ces projets approfondissent les connaissances sur les violences et proposent des angles nouveaux, l'un d'eux se penchant sur la concomitance de différentes violences dans la vie de femmes (conjugale, sexuelle, exploitation sexuelle). L'adéquation (ou l'inadéquation) du traitement judiciaire et des réponses institutionnelles mises en place afin de considérer ces problématiques est fortement questionnée. Notamment, une analyse des décisions en matière de violence conjugale devant la Cour supérieure du Québec, menée par la juriste Dominique Bernier et la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes, montre la persistance de préjugés chez les juges en droit de la famille et le peu de prise en compte des questions de violence conjugale dans la détermination des droits de garde des enfants. Ces constats seront acheminés à la Commission parlementaire sur la réforme du droit de la famille au Québec avec des recommandations pour former à l'égalité les acteurs judiciaires et mettre en place divers mécanismes d'évaluation du principe du meilleur intérêt de l'enfant, en lien avec le principe d'égalité entre les femmes et les hommes.

On remarque un recoupement entre les problématiques de la violence et du travail. Une formation porte sur l'autonomisation socioprofessionnelle des victimes de violence conjugale, et a obtenu un financement sur deux ans du Fonds des services aux collectivités du MEES qui permet à de nombreuses femmes en maison d'hébergement de bénéficier de services d'orientation professionnelle les amenant à reprendre du pouvoir sur leur vie. Une recherche réunit une professeure en droit du travail (Rachel Cox) et quatre groupes de femmes de la Côte-Nord, et vise l'adoption d'une politique de travail en violence conjugale, incluant une reconnaissance explicite de la responsabilité des employeurs. Des retombées sont anticipées à cet égard, dans la foulée de la réforme de la Loi sur la santé et sécurité au travail. Ce projet représente, de plus, une occasion de collaboration avec le domaine syndical.

La sécurité économique des femmes

La préoccupation pour le travail se retrouve aussi à travers les nombreux projets en partenariat portés par la chercheuse retraitée Ruth Rose conduisant à des réformes législatives visant la sécurité économique des femmes (voir p. 2).

Les perspectives féministes intersectionnelles

On note une nette accentuation de l'intérêt pour les approches intersectionnelles. Plusieurs projets documentent l'hétérogénéité des statuts sociaux et des expériences des femmes par le biais de problématiques telles que l'immigration, le travail, l'éducation, la monoparentalité, la pauvreté, la santé, le handicap, la violence. On y montre l'entrelacement de ces problématiques dans la vie de femmes se trouvant à l'intersection du sexisme et d'autres systèmes discriminants : racisme, colonialisme, classisme, homophobie, transphobie, capacitisme, âgisme. Les projets développent des pratiques réflexives sur l'inclusivité, et s'alignent sur la visibilité de l'apport des femmes marginalisées et la défense de leurs droits. L'accessibilité à des ressources (contraception, planning des naissances, logement, éducation populaire) et la mise en place de services communautaires et sociaux adaptés sont visées par ces recherches : femmes immigrantes et santé reproductive (Centre de santé des femmes de Montréal et Audrey Gonin); femmes en situation de pauvreté à Montréal (Table des Groupes de femmes de Montréal-TGFM, Comité des Organismes Sociaux de Saint-Laurent-COSSL, Audrey Dahl et Leila Celis); bilan des réalisations du communautaire en matière de violence à l'égard des femmes immigrées et racisées (Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes-TCRI et Elizabeth Harper).

Si certains projets adoptent d'entrée de jeu une perspective méthodologique intersectionnelle, d'autres y arrivent au terme de premières études alors qu'apparaît la nécessité de creuser des données ou de diversifier les échantillons. L'équipe Justice pour les femmes victimes de violence s'élargit dans le cadre de trois chantiers (dont un PAFARC et un CRSH-Engagement partenarial) qui visent à documenter les trajectoires spécifiques des femmes des groupes racialisés, autochtones, en situation de handicap et des minorités sexuelles et de genre, et à approfondir les barrières systémiques à l'accès à la justice se dressant pour ces femmes.

Évolution similaire pour l'équipe ESSIMU (violences sexuelles en milieux d'enseignement supérieur) dont les travaux se prolongent dans un CRSH-Partenariat (12 chercheuses et 7 groupes de femmes et communautaires de 3 provinces canadiennes) où une attention particulière sera portée aux victimes de violence sexuelle s'identifiant à la diversité sexuelle et de genre ou vivant une situation de handicap. La recherche Conte, ethnicité et genre s'est soldée cette année par un symposium inédit entre conteurs-euses et diffuseurs-es québécois. À la suite d'une recherche menée sur la dimension genrée du conte, une sociologue s'est associée au Regroupement du conte au Québec, pour y croiser le genre avec l'ethnicité afin d'intégrer les perspectives des minorités ethniques et des autochtones et d'ouvrir à l'altérité les lieux de performance du conte.

Conclusion et perspectives

En conclusion, l'année 2018-2019 est marquée par la sollicitation à plusieurs niveaux (provincial, national et international) de l'expertise du Protocole UQAM/Relais-femmes du SAC (la contribution des autres domaines étant également à souligner), dont les enseignements contribuent à la programmation de chaires universitaires ainsi qu'à la mise sur pied d'alliances partenariales dans d'autres environnements universitaires que l'UQAM, notamment dans le contexte du projet De nouvelles alliances.

Plusieurs projets de portée exploratoire se développent au sein d'équipes interdisciplinaires élargies et de partenariats diversifiés financés à l'externe. Les perspectives intersectionnelles y occupent une place importante afin de produire des données sur les femmes marginalisées dont les réalités tombent trop souvent dans les mailles du filet. Appliquée à la fois aux méthodologies de recherche et aux pratiques d'intervention, l'intersectionnalité demeure une orientation forte du Protocole pour les prochaines années afin de répondre à la fois aux besoins de la recherche et à ceux des milieux d'intervention. Afin de soutenir ces besoins, le tableau sur l'intervention féministe intersectionnelle (Corbeil et Marchand, 2010), qui a fait école au Québec, est actuellement revu et actualisé. Un Forum et des événements sont en préparation afin de concerter les équipes en place et faire le point sur l'évolution des besoins et des pratiques des groupes membres de Relais-femmes en la matière.

Domaine syndical

Cette section présente un bilan de l'année 2018-2019 dans le cadre du Protocole syndical UQAM, CSN, CSQ, FTQ. Ce compte-rendu se veut l'occasion de partager un portrait des activités menées, de dégager les thématiques portées par les projets ainsi que d'aborder des perspectives pour l'année à venir.

Portrait des activités

Afin d'assurer un suivi aux projets en cours et d'orienter le développement des projets au domaine syndical, le comité conjoint du Protocole syndical s'est réuni à quatre reprises.

Membres du comité conjoint du protocole syndical – 2018-2019	
FTQ	UQAM
<ul style="list-style-type: none">- Rima Chaaban- Lise Côté	<ul style="list-style-type: none">- Yves Chochard, Dép. d'éducation et formation spécialisées
CSQ	<ul style="list-style-type: none">- Laurence Léa Fontaine, Dép. des sciences juridiques
<ul style="list-style-type: none">- Gabriel Danis- Lyne Gravel (départ en déc. 2018)- Marie-Josée Rousse (arrivée en jan. 2019)	<ul style="list-style-type: none">- Dalia Gesualdi-Fecteau, Dép. des sciences juridiques- Xavier Lafrance, Dép. de science politique- Frédéric Paré, Dép. d'organisation et ressources humaines
CSN	<ul style="list-style-type: none">- Marcel Simoneau, directeur, SAC
<ul style="list-style-type: none">- Denis Mailloux- Anne Thibault-Bellerose	<ul style="list-style-type: none">- Carmen Fontaine, SAC- Aline Pajot, SAC- Marie Eve Rioux-Pelletier, SAC

Au niveau du personnel, soulignons le départ d'Aline Pajot, agente de développement au domaine syndical, en juin 2018, pour une affectation au sein d'un autre service de l'UQAM. Une ex-employée du service, Carmen Fontaine, a pris la relève à temps partiel en septembre 2019, jusqu'à l'arrivée de Marie Eve Rioux-Pelletier à temps complet en mai 2019. Cette période de transition a été mise à profit pour finaliser la moitié des projets qui étaient en cours au domaine syndical.

Pour 2018-2019, 22 projets ont été accompagnés, incluant 19 projets de recherche (dont deux en développement⁶), deux projets de formation et une activité de consultation. De l'ensemble des activités de recherche et de formation, on compte sept projets impliquant les trois centrales (CSN, CSQ, FTQ), 13 projets auxquels ont participé l'une ou l'autre des trois centrales et un projet avec un organisme communautaire. Les activités de l'année ont mobilisé plus d'une centaine de personnes, dont 50 représentants-es d'organisations partenaires ainsi que 31 professeurs-es, une chargée de cours et 30 étudiants-es issus de six facultés et de l'ESG de l'UQAM. Enfin, sept professeurs-es d'autres universités ont participé à cinq projets de recherche interuniversitaire.

⁶ Ces deux projets ont obtenu du financement et débiteront en 2019-2020 : 1) Le morcellement normatif et institutionnel du droit du travail : quels effets sur l'accès à la justice du travail ?, CRSH Savoir (2019-2024), chercheuse principale : Dalia Gesualdi-Fecteau (UQAM), partenaires : CSN, CSQ, FTQ; 2) Impacts des activités d'engagement civique sur la réussite scolaire et le bien-être psychologique chez les adolescents, CRSH développement Partenariat (2019-2022), chercheur principal : Frédérick Philippe (UQAM), partenaire syndical : CSQ-EVB.

Quelques thèmes porteurs

Afin d’obtenir une vue d’ensemble des préoccupations portées par les recherches et les formations du domaine syndical, dans ce qui suit nous proposons une synthèse des thèmes qui sous-tendent les projets accompagnés en 2018-2019.

Santé au travail

Un projet de recherche complété cette année s’est penché sur la détresse psychologique chez les employés-es de soutien du secteur universitaire⁷. Cette étude a révélé un taux élevé (53,4 %) de détresse psychologique et les résultats ont mis en lumière différents facteurs de risques (p. ex. surcharge de travail, manque de ressources et de reconnaissance) ainsi que des conséquences de cette détresse (p. ex. consommation de psychotropes, fatigue démesurée, absentéisme). Une autre recherche en cours aborde la santé en portant un regard sur le phénomène de cyberharcèlement dans le milieu de l’information. Les travailleurs-euses de l’information, notamment ceux et celles intervenant dans la sphère publique sont de plus en plus confrontés-es à toutes sortes d’attaques. Dans l’optique de proposer des actions pour diminuer l’incidence de cette forme de violence, cette étude vise à évaluer l’ampleur du cyberharcèlement dans le milieu de l’information, notamment en identifiant les types de cyberharcèlement vécus par les travailleurs-euses de ce milieu, les conséquences psychologiques, l’impact sur l’exercice de leur fonction ainsi que les actions entreprises par ces derniers et l’employeur.

Droit du travail

Un projet de recherche, maintenant terminé, portait sur l’application de la loi sur les normes du travail pour les travailleurs-euses des agences de location de personnel au Québec. Un rapport⁸ présente une des législations canadiennes les plus développées en la matière, celle de l’Ontario, qui pourrait servir d’inspiration pour le Québec. Une nouvelle étude portant sur le morcellement normatif et institutionnel du droit du travail a été développée et débutera en 2019-2020. L’équipe de ce projet a obtenu une réponse favorable à leur demande de subvention soumise à l’automne 2018 (CRSH Savoir, 2019-2024, 177 422 \$). Cette recherche intercentrale et interuniversitaire vise à documenter de façon empirique les effets du morcellement du droit du travail sur l’accès à la justice.

⁷ [Les résultats de l'enquête sur la détresse psychologique au travail dans le secteur universitaire](#), rapport, 2019; [Le personnel de soutien des universités québécoises patauge dans la détresse psychologique](#), Affaires Universitaires, mai 2019; [Campagne publicitaire pour combattre la détresse psychologique des employés](#), Le monde ouvrier n°131, mai-juin 2019 ([vidéo de la campagne](#)).

⁸ [La réforme de la Loi sur les normes du travail et l’encadrement des agences de location de personnel : portrait de la législation ontarienne](#), rapport, 2018.

Formation en milieu syndical

Cette thématique rassemble quatre projets, dont deux ayant pris fin cette année. D'abord, un projet pilote de mentorat a été développé et mis en œuvre afin de permettre à des délégués-es syndicaux novices d'être accompagnés-es par un-e mentor-e d'expérience dans le cadre de leurs fonctions syndicales⁹. Ce projet de mentorat avait pour objectif de favoriser le recrutement et le maintien de la relève. L'évaluation du pilote a permis d'en dégager ses forces et d'émettre des recommandations. Dès l'automne 2019, le programme de mentorat sera implanté à plus large échelle par le partenaire. Ensuite, une recherche-action a étudié les pratiques de communication de délégué-es sociaux dans le cadre d'interventions en contexte interculturel¹⁰. Ce projet a contribué à identifier des orientations, notamment des habiletés communicationnelles, pour le développement d'une formation destinée aux délégués-es sociaux intervenants auprès de travailleurs-euses immigrants-es¹¹. Un autre projet consistant en une évaluation des retombées des formations en milieu syndical au Québec sera complété au début de la prochaine année.

Enfin, un projet de recherche initié en 2015 et portant sur les impacts de l'engagement civique des jeunes sur la réussite scolaire a obtenu une subvention CRSH développement Partenariat (2019-2022, 174 956 \$). Cet important soutien permettra le développement de l'étude, notamment en y intégrant de nouvelles dimensions comme le bien-être et la santé mentale. Pour les syndicats, les résultats de cette recherche permettront : 1) de mieux former leurs membres, faisant partie du personnel de l'éducation au Québec, sur l'importance des activités civiques pour les élèves du secondaire et; 2) d'orienter leurs pratiques en ayant une meilleure connaissance des leviers et obstacles à la mise en place de telles activités ainsi qu'à la participation des élèves à celles-ci.

Économie

Au domaine syndical, quatre projets ont concerné l'économie. D'abord, une formation intitulée L'ABC du capitalisme a été développée et dispensée dans le cadre des sessions intensives du Collège FTQ-Fonds. Cette formation avait pour objectif de permettre aux participants-es (conseillers-ères syndicaux et élus-es) d'accroître leurs connaissances et d'améliorer leur compréhension du système capitaliste actuel. Ensuite, le contexte de la production audiovisuelle au Québec a été abordé par une étude qui visait à analyser l'équité du financement de ce milieu en s'appuyant sur les perspectives de producteurs indépendants et de diffuseurs. Enfin, la question de l'augmentation du salaire minimum à 15 \$ a fait l'objet de deux autres recherches. Une première ayant pour objectif d'évaluer l'effet de percolation d'une telle augmentation sur la courbe des salaires au Québec. Une seconde, toujours en cours, étudie les impacts qualitatifs d'une telle hausse sur les travailleurs-euses dont la rémunération voisine ce montant, soit entre 15 \$ et 19 \$/h.

Représentation syndicale

Ce thème a fait l'objet de quatre projets. L'un s'est penché sur le renouveau syndical et visait à identifier de nouvelles sources de soutien aux syndicats dans la société civile ainsi que les stratégies nécessaires pour les mobiliser. Un autre a été mené afin d'obtenir un portrait de l'inclusion de la

⁹ [Un tremplin vers l'engagement syndical](#), CSQ le magazine, printemps 2019.

¹⁰ [Une clinique de la communication interpersonnelle de délégués sociaux en contexte interculturel](#), rapport 2019.

¹¹ [Référentiel d'actes de communication de délégués sociaux en contexte interculturel](#), rapport, 2018.

diversité au sein des structures syndicales ainsi que des stratégies mises de l'avant par les syndicats pour favoriser cette diversité. Un troisième projet s'est quant à lui penché sur le rôle des syndicats dans le contexte des nouvelles politiques de lutte contre les violences à caractère sexuel dans les collèges d'enseignement du Québec, notamment en effectuant une recension et une analyse des politiques concernées¹². Enfin, un dernier projet porte sur l'impact de la liberté d'association sur les perspectives démocratiques et stratégiques des syndicats.

Conciliation travail-famille

Cette thématique est abordée par une équipe interdisciplinaire dans le cadre d'un projet financé par le CRSH qui vise à mieux comprendre les dynamiques et les facteurs organisationnels liés aux stratégies de conciliation travail-famille dans un contexte d'horaires atypiques. Pratiquement complété, le projet a déjà mené à plusieurs activités de diffusion. Aussi, des outils ont été mis en place pour accompagner les travailleurs-euses dans leur choix d'horaire et d'autres le seront dès l'automne 2019, notamment pour partager des informations sur les droits en terme d'accommodement. Une évaluation de l'efficacité de ces outils sera menée.

Numérique

Les questions associées à la transformation numérique dans les milieux de travail préoccupent le domaine syndical. Une analyse de la littérature a été menée et portait sur deux angles d'approche des effets du numérique sur l'emploi : 1) les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) qui bouleversent la relation d'emploi « classique » (où l'on retrouve du travail-salarié); et 2) les NTIC qui permettent la mise en place de nouvelles formes d'emploi (p. ex. UBER, Adèle et le *Mechanical Turks* de Amazon). Les résultats de cette revue de la littérature pourront alimenter le développement d'un projet de recherche.

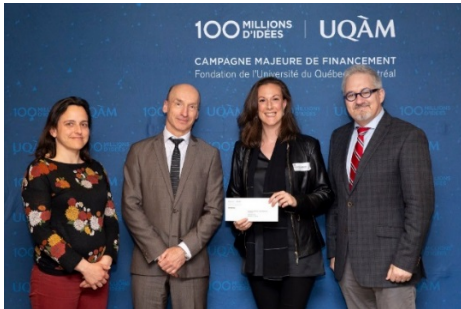
Sexe/genre et équité

Le SAC participe, à titre de partenaire, à un projet intitulé Modélisation d'une approche d'intervention participative de partage des connaissances favorisant l'équité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la santé au travail et de la santé environnementale (2017-2020), financé par les Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC). Le SAC sera particulièrement sollicité au cours de la prochaine et dernière année du projet, dans le cadre d'un comité qui aura pour mandat de déployer des outils pour accompagner l'intégration du sexe/genre dans le cadre de projets de recherche ou d'intervention dans une perspective partenariale.

¹² [Entre l'arbre et l'écorce : la posture délicate – ou marginalisée – des syndicats dans le contexte des nouvelles politiques de lutte contre les violences à caractère sexuel dans les collèges d'enseignement du Québec](#), rapport, 2019.

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités

Chaque année, le SAC offre une bourse d'études CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1282), par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM. Cette bourse de 1 500 \$ est octroyée grâce à la contribution des partenaires syndicaux du Protocole UQAM, CSN, CSQ, FTQ. Destinée aux étudiants-es des cycles supérieurs de l'UQAM, cette bourse vise à reconnaître l'excellence et l'engagement d'un-e étudiant-e dans le cadre de son projet de recherche en lien avec le domaine du travail ou syndical et les préoccupations d'un organisme à cet égard.



Remise de la Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités. De gauche à droite : Marie Eve Rioux-Pelletier, agente de développement responsable des projets avec les syndicats; Marcel Simoneau, directeur du Service aux collectivités; Alexandra Lorange, lauréate; Hugo Cyr, doyen de la Faculté de science politique et de droit.

À la session d'hiver 2019, cette bourse a été remise à Alexandra Lorange, étudiante à la maîtrise en droit, sous la direction de Mirja Trilsch, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM. Le projet de madame Lorange consiste en l'analyse de certains principes interprétatifs de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, dont l'objectif premier est la conciliation entre la souveraineté canadienne sur le territoire et les droits des peuples autochtones. Sa recherche a aussi pour objectif de proposer une analyse jurisprudentielle et sociologique des principes de conciliation et de réconciliation pour tenter de répondre à la question : est-il possible de parler de réconciliation d'un point de vue constitutionnel au Canada ? La boursière viendra présenter son projet à l'occasion d'une rencontre du Comité conjoint du Protocole UQAM, CSN, CSQ, FTQ.

Perspectives pour 2019-2020

En plus de la poursuite des projets en cours et à venir, pour 2019-2020, l'emphasis sera mise sur deux autres aspects, soit le développement de projets et les activités de diffusion.

Développement de projets

L'année qui vient de se terminer a été l'occasion de compléter plusieurs des projets en cours. Pour 2019-2020, il importe de mener une réflexion et une discussion autour des thématiques et des besoins prioritaires des milieux syndicaux pour le développement de nouveaux projets, notamment intercentrales. La tenue d'un exercice similaire remonte à 2017 et avait conduit à la mise en œuvre de plusieurs projets impliquant la collaboration des trois centrales. Dans un premier temps, l'agente rencontrera chaque représentant-e syndical du comité afin de discuter des thématiques de recherche et de formation prioritaires. Une cartographie issue des thèmes nommés lors de ces rencontres sera proposée et discutée avec les membres du comité conjoint du protocole syndical. S'il y a lieu, une rencontre de réflexion pourra être organisée. En outre, pour l'année qui vient, le comité accueillera trois nouvelles membres professeures aux expertises diversifiées. Leurs apports contribueront certainement à l'orientation et au développement des projets.

Activités de diffusion

Accroître les activités de diffusion des résultats des projets développés demeure une priorité pour 2018-2019. Par le biais de cette diffusion, l'objectif est notamment de favoriser les retombées de ces projets pour les milieux de travail.

Remerciements

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

- > Les nombreux professeures et professeurs qui acceptent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, de s'inscrire dans une démarche partenariale avec les groupes ciblés par la Politique des services aux collectivités de l'UQAM;
- > Les chargées et chargés de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation des groupes ciblés par la Politique ;
- > Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets ;
- > Les étudiantes et étudiants qui y ont contribué généreusement ;
- > Les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur présence, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche.